



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/889
19 décembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

Quarante-cinquième session
Point 127 de l'ordre du jour

REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Shamel NASSER (Egypte)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 21 septembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Régime commun des Nations Unies" et d'en renvoyer l'examen à la Cinquième Commission.

2. La Cinquième Commission a examiné ce point à ses 27e, 29e, 30e, 31e, 34e, 35e, 37e et 49e séances, les 12, 15, 16, 19, 23, 26 et 27 novembre et le 18 décembre 1990. Les observations faites au cours de l'examen de ce point sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/45/SR.27, 29 à 31, 34, 35, 37 et 49).

3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du seizième rapport annuel de la Commission de la fonction publique internationale 1/.

4. La Commission était également saisie des notes du Secrétaire général lui transmettant les observations de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (A/C.5/45/23), celles du Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies (A/C.5/45/24) et le texte d'une déclaration adoptée par le Comité administratif de coordination (CAC) à sa seconde session ordinaire de 1990 (A/C.5/45/43). Elle était également saisie d'un état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/45/29) au sujet des incidences administratives et financières des recommandations et décisions figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale, ainsi que du rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/45/7/Add.7).

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 30 (A/45/30 et Additif).

5. Le rapport de la Commission de la fonction publique internationale a été présenté par le Président de cet organe à la 27^e séance, le 12 novembre (voir A/C.5/45/SR.27)

II. EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.5/45/L.16

6. A la 49^e séance, le 18 décembre 1990, le représentant du Mexique a présenté le projet de résolution A/C.5/45/L.16 qui avait été élaboré à l'issue de consultations officielles.

7. A la même séance, le Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines s'est adressé à la Commission au nom du Secrétaire général. La Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/45/L.16 sans procéder à un vote (voir par. 9).

8. Les représentants du Canada, de la Jamahiriya arabe libyenne, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Inde, des Etats-Unis d'Amérique et de Cuba ont fait des déclarations pour expliquer leur position.

III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIEME COMMISSION

9. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale,

Avant examiné le seizième rapport annuel de la Commission de la fonction publique internationale 2/ et divers rapports y relatifs 3/,

I

1. Réaffirme que la Commission de la fonction publique internationale joue un rôle central dans la réglementation et la coordination des conditions d'emploi du régime commun des Nations Unies, notamment pour ce qui est de la rémunération considérée aux fins de la pension de tous les fonctionnaires, y compris les fonctionnaires hors classe;

2. Approuve les efforts déployés par la Commission pour maintenir l'intégrité et l'uniformité de ces conditions d'emploi afin de renforcer l'efficacité du régime commun et d'assurer l'égalité de traitement de tous les fonctionnaires;

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 30 (A/45/30 et Additif).

3/ Ibid., Supplément No 9 (A/45/9) et A/45/7/Add.7; A/C.5/45/23; A/C.5/45/24 et A/C.5/45/43.

3. Prie de nouveau le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organisations qui appliquent le régime commun de faire tout leur possible pour absorber, en 1991 et les années ultérieures, une part importante des coûts supplémentaires que l'étude d'ensemble des conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pourrait entraîner pour le budget ordinaire de toutes les organisations;

II

Rappelant ses résolutions 42/221 (sect. VIII) du 21 décembre 1987, 43/226 (sect. II) du 21 décembre 1988 et 44/198 (sect. II) du 21 décembre 1989,

Prenant acte des décisions et conclusions de la Commission concernant la modification de ses méthodes de travail et la présentation de ses rapports annuels,

Notant avec satisfaction la reprise de la participation des représentants du personnel aux travaux de la Commission,

1. Réaffirme l'indépendance et l'impartialité de la Commission dans l'exercice de ses fonctions, conformément à l'article 6 de son statut;

2. Exprime sa satisfaction de l'instauration d'un dialogue plus actif entre la Commission et les représentants des organisations et du personnel, notamment dans le cadre de groupes de travail tripartites;

3. Prie la Commission de continuer de chercher à améliorer la présentation de son rapport, afin de le rendre plus clair et plus intelligible;

4. Prie le Secrétaire général et ses collègues du Comité administratif de coordination de recommander, dans l'étude sur le fonctionnement de la Commission demandée au paragraphe 1 de la section II de la résolution 44/198, diverses mesures propres à améliorer le fonctionnement de la Commission.

III

Notant avec préoccupation que la Commission n'a de nouveau pas été en mesure de recommander l'adoption d'une nouvelle structure de la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui puisse rendre plus transparents et plus simples les concepts et la gestion du système de rémunération,

Notant que la Commission a l'intention de réexaminer et d'évaluer, sur la base de l'expérience acquise, les procédures proposées pour le traitement de l'élément logement,

1. Prie instamment la Commission de poursuivre l'examen de la structure de la rémunération, en particulier pour ce qui est du logement, et de lui communiquer selon qu'il conviendra ses conclusions, en tenant compte des opinions exprimées par les Etats Membres à la Cinquième Commission;

2. Prend note des recommandations de la Commission relatives au traitement de l'élément logement (par. 95 de son rapport) 2/;

3. Prie la Commission de continuer de prendre d'urgence des mesures pour qu'il soit plus exactement tenu compte de l'élément logement dans la rémunération globale;

4. Prie la Commission de mettre sur pied un projet pilote de simulation de l'application de ses propositions dans un nombre limité de lieux d'affectation hors Siège où il est difficile ou impossible d'établir des comparaisons valables en ce qui concerne le logement, étant entendu que l'élément logement continuera dans l'intervalle de faire partie du système d'indemnités de poste, et prie la Commission de lui faire part, à sa quarante-sixième session, de l'expérience acquise grâce à ce projet;

5. Prie la Commission d'examiner l'expérience acquise quant au fonctionnement du système actuel d'allocations-logement pour les villes sièges et de réexaminer ses propositions relatives à un système d'allocations-logement révisé (alinéas iv) et viii) du paragraphe 95 b) de son rapport) 2/, en tenant compte des opinions exprimées par les Etats Membres à la Cinquième Commission quant à la nécessité d'améliorer le système d'allocations-logement, sans perdre de vue que l'objet de ce système est de faciliter la réinstallation des nouveaux fonctionnaires et d'encourager la mobilité dans le régime commun, et prie la Commission de lui présenter ses conclusions et recommandations à ce sujet à sa quarante-sixième session;

6. Décide d'introduire dans les villes sièges, à titre provisoire et avec effet au 1er janvier 1991, un système d'allocations-logement révisé prévoyant le remboursement, pour une période de sept ans, aux taux de 80 % pour les quatre premières années et, pour les trois années suivantes, de 60, 40 et 20 %, respectivement.

IV

Prendant note de la récapitulation des indemnités et autres avantages prévus par le régime commun et par la fonction publique de référence, qui fait l'objet de l'annexe VII du rapport de la Commission 2/ et des décisions que celle-ci a prises à ce sujet,

1. Prie instamment la Commission de ne ménager aucun effort pour mener à bien son examen des indemnités pour charges de famille et son étude sur les avantages liés à l'expatriation accordés aux fonctionnaires qui résident dans leur pays d'origine et de lui rendre compte à sa quarante-sixième session;

2. Invite la Commission à mettre à jour régulièrement la récapitulation comparative des indemnités.

V

Prenant acte des décisions et recommandations de la Commission touchant les conditions d'emploi des fonctionnaires qui ont rang de sous-secrétaire général ou de secrétaire général adjoint ou occupent des postes de rang équivalent (alinéa b) du paragraphe 124 de son rapport) 2/.

Prie la Commission de réexaminer, dans son ensemble, la rémunération des fonctionnaires des organisations appliquant le régime commun qui ont rang de sous-secrétaire général ou de secrétaire général adjoint et des fonctionnaires de rang équivalent, en tenant compte, notamment, du niveau des rémunérations à des postes équivalents dans la fonction publique de référence, des indemnités, y compris les indemnités de représentation, du logement et de la rémunération considérée aux fins de la pension, et prie la Commission de lui rendre compte à sa quarante-sixième session.

VI

Rappelant qu'il importe de faire en sorte que les organes directeurs des institutions spécialisées adoptent des positions communes en ce qui concerne les questions qui intéressent le régime commun des Nations Unies,

Notant avec inquiétude que certaines organisations continuent d'accorder des échelons supplémentaires en sus du barème qu'elle a approuvé,

Notant que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a révisé son règlement en ce qui concerne l'institution d'un échelon supplémentaire dans le barème des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur,

1. Prie instamment les organes directeurs de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation mondiale de la santé de prendre les mesures nécessaires pour aligner leur barème des traitements sur ceux des autres organisations qui appliquent le régime commun, ainsi que l'a recommandé la Commission;

2. Invite la Commission, s'agissant de sa recommandation relative au paiement d'une allocation en espèces, non considérée aux fins de la pension et ayant pour objet de récompenser le mérite, à poursuivre l'examen des systèmes d'appréciation du comportement professionnel dans toutes les organisations qui appliquent le régime commun, afin de faire en sorte que ces systèmes soient objectifs et transparents et permettent de fonder sur des bases solides les décisions relatives au paiement de cette allocation ainsi qu'aux avancements d'échelon et aux promotions, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 de la section I.F de la résolution 44/198;

3. Engage les Etats Membres à veiller à ce que leurs représentants aux réunions des organes directeurs des organisations qui appliquent le régime commun soient informés des positions adoptées par la Commission et l'Assemblée générale au sujet des conditions d'emploi pratiquées par le régime commun;

4. Prend acte des recommandations formulées par la Commission (par. 235 de son rapport) 2/ à l'intention des chefs de secrétariat.

VII

Rappelant que, au paragraphe 2 de la section I de sa résolution 40/244 du 18 décembre 1985, elle a approuvé une fourchette de 10 à 20 %, avec un point médian souhaitable de 15 %, pour la marge entre la rémunération nette des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur de l'Organisation des Nations Unies à New York et celle des fonctionnaires de rang comparable dans l'Administration fédérale des Etats-Unis, étant entendu que la marge serait maintenue à un niveau proche du point médian souhaitable pendant une certaine période,

Rappelant aussi que, au paragraphe 5 de la section I.C de sa résolution 44/198, elle a prié la Commission de suivre l'évolution de la marge annuelle entre les rémunérations nettes pour la période de cinq ans commençant avec l'année civile 1990 de sorte que, dans la mesure du possible, la moyenne des marges annuelles successives se situe aux alentours du point médian souhaitable de 15 % à la fin de cette période,

Prenant note des recommandations de la Commission (par. 188 et 189 de son rapport) 2/,

Prenant acte des opinions exprimées par les Etats Membres à la Cinquième Commission,

Prenant acte également de l'éventualité d'un gel de l'indemnité de poste, en 1991, dans les lieux d'affectation de l'ensemble du régime commun des Nations Unies, mentionnée par le Comité administratif de coordination dans sa déclaration 4/,

Prie la Commission de continuer de suivre l'évolution de la marge ainsi que l'effet que pourrait avoir l'évolution du régime de rémunération de l'Administration fédérale des Etats-Unis du fait de l'application de la loi de 1990 sur la comparabilité de la rémunération des fonctionnaires fédéraux (Federal Employees Pay Comparability Act) et de lui présenter à sa quarante-sixième session des recommandations visant à éviter un gel prolongé de l'indemnité de poste au cours de la période de cinq ans commençant avec l'année civile 1990.

VIII

Rappelant le paragraphe 1 de la section I.H de sa résolution 44/198, dans lequel elle a approuvé, avec effet au 1er juillet 1990, l'établissement de traitements nets minimaux par référence aux traitements nets de base correspondants des fonctionnaires de rang comparable qui sont en poste dans la ville base de la fonction publique de référence,

1. Approuve, avec effet au 1er mars 1991, le barème révisé des traitements bruts et traitements nets des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui figurent dans l'annexe I à la présente résolution et la modification qu'il convient d'apporter en conséquence au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies et qui figure dans l'annexe II à la présente résolution;

2. Demande à nouveau à la Commission de lui rendre compte, à sa quarante-septième session, de l'application des dispositions relatives à la prime de mobilité et de sujétion et, en particulier, de l'évolution de cette prime par rapport à celle des indemnités équivalentes accordées par la fonction publique de référence et par rapport aux traitements de base/minimaux.

IX

Notant les décisions que la Commission a prises en ce qui concerne la pratique de certains Etats Membres qui versent des compléments de traitement à leurs nationaux ou opèrent des déductions sur leurs traitements et, en particulier, l'opinion de la Commission, selon laquelle ces arrangements sont inutiles, inappropriés, indésirables et incompatibles avec les dispositions du statut du personnel des organisations,

Notant avec préoccupation que certains Etats Membres n'ont pas encore répondu aux demandes de renseignements que le Président de la Commission leur a adressées à ce sujet et, à ce propos, que les mesures prises pour mettre fin à cette pratique ne sont pas suffisantes,

1. Prend acte des efforts que certains Etats Membres ont faits pour réduire le recours à ces pratiques et engage les autres Etats Membres à prendre les mesures analogues;

2. Invite les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à répondre aux demandes de renseignements que le Président de la Commission leur a adressées;

3. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les chefs de secrétariat des organisations qui appliquent le régime commun de prendre les mesures et de faire les propositions qu'ils jugeront nécessaires pour mettre fin à ces pratiques;

4. Prie la Commission d'étudier la pratique des compléments et des déductions de traitement et de proposer des mesures pour résoudre ce problème.

X

Notant que la Commission se propose de réaliser une étude sur les modalités de fixation du montant de l'indemnité pour frais d'études et de lui rendre compte à sa quarante-sixième session,

Approuve, en ce qui concerne cinq monnaies, les modifications du montant maximum remboursable au titre de l'indemnité pour frais d'études, qui figurent au paragraphe 251 du rapport de la Commission 2/;

XI

Rappelant ses résolutions 41/207 du 11 décembre 1986, 42/221, 43/226 et 44/198, dans lesquelles elle a appelé l'attention des organisations qui appliquent le régime commun sur : a) les recommandations de la Commission concernant les mesures spéciales pour le recrutement des femmes; b) la nécessité pour les organisations de soumettre à la Commission des propositions tendant à lever les obstacles à l'égalité des chances en matière de promotion; c) l'utilité de fournir des renseignements sur les mesures prises et les résultats obtenus en ce qui concerne l'amélioration de la situation des femmes dans les secrétariats des organisations, tant dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur que dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées,

Préoccupée par la lenteur et l'inégalité des progrès accomplis dans ces domaines,

Invite la Commission, oeuvrant en collaboration avec les organisations qui appliquent le régime commun et les représentants du personnel, à examiner des mesures pratiques précises permettant de traduire dans les faits les recommandations et demandes formulées précédemment, et à lui rendre compte à sa quarante-septième session.

XII

Notant les articles 13 et 14 du statut de la Commission, qui habilitent cette dernière à faire des recommandations sur les questions de classement et d'autres aspects de l'administration du personnel,

1. Prie la Commission de reprendre activement l'examen de ces questions de fond;

2. Prie également la Commission, lorsqu'elle élaborera des pratiques communes en matière de personnel, d'étudier, entre autres questions, la pratique des détachements et mutations interorganisations, la possibilité d'établir des fichiers communs de fonctionnaires par groupes professionnels, et l'application systématique à l'échelle du système de la norme-cadre de classement.

XIII

Rappelant l'article 12 du statut de la Commission et le chapitre III du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies,

Notant la suite donnée aux recommandations de la Commission en ce qui concerne l'enquête dont les conditions d'emploi les plus favorables pratiquées à New York ont fait l'objet en 1989 aux fins du calcul des traitements des agents des services généraux,

Notant avec préoccupation que la suite donnée à ces recommandations risque de constituer un précédent fâcheux pour ce qui est des enquêtes analogues qui seront réalisées dans l'ensemble des organisations appliquant le régime commun,

Sachant les grandes considérations de gestion, qui sont en jeu,

1. Prend note du barème des traitements des agents des services généraux à New York qui est entré en vigueur le 1er octobre 1989 et décide que ce barème ne devra pas constituer un précédent pour les futures enquêtes sur les traitements;
2. Prie le Secrétaire général d'ajuster les traitements des agents des services généraux en poste à New York pour qu'ils correspondent aux taux de rémunération les plus favorables pratiqués dans cette ville, tels que la Commission les a déterminés conformément à son mandat, afin d'éviter tout écart au moment de la prochaine enquête;
3. Prie aussi le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-septième session un rapport sur les procédures à adopter pour que le Secrétaire général et les autres chefs de secrétariat ne puissent prendre, en ce qui concerne les barèmes des traitements des agents des services généraux, des mesures qui s'écartent des recommandations de la Commission qu'après avoir consulté cette dernière et les organes intergouvernementaux compétents;
4. Note que la Commission examinera en 1991 la méthode à suivre pour la réalisation d'enquêtes sur les traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées dans les villes sièges et prie la Commission de lui rendre compte à sa quarante-septième session.

XIV

Rappelant que le programme de travail du Corps commun d'inspection prévoit une étude sur la question du chevauchement des classes entre la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les autres catégories de fonctionnaires des organisations qui appliquent le régime commun,

Prie la Commission, compte tenu de l'étude susmentionnée, d'examiner les rapports entre les conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et celles des agents des autres catégories, ainsi que la question plus générale du recrutement et du maintien du personnel.

Annexe I
 BAREME DES TRAITEMENTS DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR a/
 Traitements annuels bruts et traitements nets après déduction des contributions du personnel
 (En dollars des Etats-Unis)
 (Entrée en vigueur : 1er mars 1991)

Classe	Echelons														
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
Secrétaire général adjoint															
SGA (brut)	128 659														
(net F)	76 702														
(net C)	68 853														
Sous-Secrétaire général															
SSG (brut)	116 442														
(net F)	70 350														
(net C)	63 800														
Directeur															
D-2 (brut)	94 478	96 644	98 809	100 993	103 200	105 407									
(net F)	58 873	60 021	61 169	62 316	63 464	64 612									
(net C)	53 995	54 990	55 983	56 957	57 906	58 855									
Administrateur général															
D-1 (brut)	83 047	84 902	86 756	88 610	90 465	92 319	94 173	96 028	97 882						
(net F)	52 815	53 798	54 781	55 763	56 746	57 729	58 712	59 695	60 677						
(net C)	48 749	49 600	50 451	51 302	52 153	53 004	53 855	54 707	55 558						
Administrateur hors classe															
P-5 (brut)	72 782	74 429	76 076	77 723	79 370	81 036	82 714	84 392	86 070	87 748	89 426	91 104	92 782		
(net F)	47 302	48 192	49 081	49 971	50 860	51 749	52 639	53 528	54 417	55 307	56 196	57 085	57 975		
(net C)	43 784	44 598	45 412	46 225	47 039	47 826	48 596	49 366	50 136	50 906	51 677	52 447	53 217		
Administrateur de 1re classe															
P-4 (brut)	59 277	60 954	62 631	64 308	65 986	67 663	69 340	71 017	72 694	74 371	76 048	77 725	79 402	81 079	
(net F)	39 952	40 820	41 687	42 554	43 422	44 289	45 156	46 024	46 891	47 758	48 625	49 493	50 360	51 227	52 095
(net C)	37 101	37 884	38 666	39 448	40 234	41 020	41 801	42 582	43 363	44 144	44 925	45 706	46 487	47 268	48 049
Administrateur de 2e classe															
P-3 (brut)	47 890	49 320	50 749	52 179	53 608	55 038	56 467	57 897	59 326	60 756	62 185	63 615	65 045	66 475	67 905
(net F)	33 547	34 362	35 177	35 992	36 807	37 621	38 436	39 251	40 066	40 881	41 695	42 510	43 325	44 140	44 955
(net C)	31 325	32 060	32 795	33 530	34 265	35 000	35 734	36 469	37 204	37 939	38 673	39 408	40 143	40 878	41 613
Administrateur adjoint de 1re classe															
P-2 (brut)	38 075	39 311	40 546	41 781	43 016	44 251	45 486	46 721	47 956	49 191	50 426	51 661	52 896	54 131	55 366
(net F)	27 814	28 543	29 272	30 001	30 729	31 458	32 187	32 915	33 644	34 373	35 101	35 830	36 559	37 288	38 017
(net C)	26 101	26 768	27 435	28 102	28 769	29 436	30 099	30 755	31 413	32 070	32 727	33 384	34 041	34 698	35 355

Echelons															
Classe	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
Administrateur adjoint de 2e classe															
P-1 (brut)	28 521	29 633	30 769	31 917	33 065	34 214	35 374	36 561	37 749	38 935					
(net) F1	22 018	22 719	23 419	24 120	24 820	25 520	26 221	26 921	27 621	28 322					
(net C)	20 776	21 422	22 066	22 710	23 354	23 999	24 642	25 283	25 924	26 565					

F = Fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge.

C = Fonctionnaires n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge.

a/ Ce barème résulte de l'incorporation de la valeur de cinq points d'indemnité de poste aux traitements de base nets. Les indices et multiplicateurs de l'indemnité seront ajustés en conséquence dans tous les lieux d'affectation, avec effet au 1er mars 1991. Par la suite, les classements aux fins de l'indemnité de poste seront modifiés en fonction des mouvements des nouveaux indices.

Annexe II

Modification apportée au Statut du personnel de
 l'Organisation des Nations Unies

Article 3.3

Remplacer le tableau figurant au sous-alinéa i) de
 l'alinéa b) par les tableaux ci-après :

Taux de contribution (pourcentage)

Montant total soumis à retenue (en dollars des Etats-Unis)	Taux de contribution utilisés pour déterminer la rémunération considérée aux fins de la pension et le montant des pensions
Première tranche de 15 000 dollars par an	4
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	20
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	25
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	29
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	32
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	35
Tranche suivante de 30 000 dollars par an	37
Au-delà	39

Taux de contribution servant à déterminer les traitements bruts
 de base et les montants bruts utilisés pour calculer les
 versements à la cessation de service

Montant total soumis à retenue (en dollars des Etats-Unis)	Fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge	Fonctionnaires n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge
Première tranche de 15 000 dollars par an	13,0	17,5
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	31,0	34,3
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	34,0	38,6
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	37,0	41,9
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	39,0	43,9
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	41,0	46,0
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	43,0	48,6
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	45,0	50,4
Tranche suivante de 15 000 dollars par an	46,0	50,6
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	47,0	54,1
Au-delà	48,0	57,0